

## **Rapport écrit concours D2 option 1** **Épreuve à option à dominante économique** **Session 2021**

La qualité des copies corrigées dans le cadre de l'épreuve à dominante économique est dans son ensemble extrêmement décevante et inattendue au vu de la simplicité d'un sujet pour lequel un candidat doté des compétences et des connaissances acquises au lycée aurait pu avec une présentation synthétique obtenir une note correcte.

Au point de vue formel, plusieurs points doivent être soulignés.

Premièrement, si la technique de la dissertation apparaît globalement maîtrisée, dans la mesure où les copies annoncent et respectent un plan analytique, cette organisation est souvent illusoire en raison d'une faiblesse préjudiciable que partagent de nombreuses copies : la définition des termes du sujet est souvent éludée ou bâclée. Cette définition n'est pas un exercice rhétorique mais la condition du traitement effectif du sujet. Dans l'épreuve du concours 2021, une définition explicite de la notion de *performance économique* (par exemple comme croissance annuelle du PIB par tête *au long du siècle* ou du moins sur des périodes longues en dépit des accidents exogènes) permettait pas de bâtir une dissertation exploitant les connaissances acquises en classe préparatoire. S'il n'était pas nécessaire d'entrer dans les variantes de la notion d'État autoritaire, se limiter à une caractérisation a toutefois conduit beaucoup de candidats à un traitement trop partiel du sujet : ce problème aurait pu être évité d'emblée en se demandant à quoi correspondent les ensembles d'États autoritaires, d'une part et d'autre part ceux qui ne le sont pas. Enfin, le sujet donne une période précise. Trop de copies débordent (et pas seulement en introduction et en conclusion) sur le vingt et unième siècle, démontrant ainsi une compréhension des enjeux d'un sujet qui n'est malheureusement pas traité.

Ces difficultés dans la définition du sujet nous rappellent que l'épreuve suppose non pas des connaissances encyclopédiques en histoire mais la maîtrise effective de la chronologie. Si des imprécisions voire de légères inexactitudes ne sont pas préjudiciables, il était ici absurde de considérer l'Allemagne de l'après-guerre comme un état autoritaire. A défaut de produire une liste d'erreurs, nous souhaitons simplement d'attirer l'attention des candidats sur le fait que la préparation du concours suppose en premier lieu un investissement réel sur les connaissances de base, indispensables non seulement au normalien mais également à tout citoyen. C'est également vrai pour la maîtrise des règles grammaticales et surtout orthographiques.

Sur le fond plusieurs éléments souvent relatifs aux compétences attendues de cette épreuve à dominante économique doivent être mis en exergue.

Premièrement, si l'épreuve ne doit en aucun cas être confondue avec une épreuve d'analyse économique, elle peut et elle doit conduire les candidats à utiliser la culture économique acquise pendant leur préparation pour problématiser leurs sujets. Des références économiques sont présentes dans une partie et une partie seulement des copies. Elles correspondent trop souvent à des références « obligées » (Smith, Ricardo, ...) et ne sont pas suffisamment utilisées pour structurer la démonstration. La faiblesse de l'appui sur la science économique a été particulièrement préjudiciable cette année dans la mesure où de nombreux travaux auraient pu être utilement mobilisés par les candidats pour problématiser leur propos. Deux exemples peuvent être apportés. Le premier exemple tient à l'ensemble des travaux sur les liens entre démocratie, état de droit, et croissance et développement à long terme. Songeons ici aux travaux de Douglas North, à ceux de la nouvelle économie comparative etc... Le second exemple, tient à la différence entre accumulation intensive et accumulation extensive. Un appui notamment sur les travaux de Paul Krugman aurait largement aidé bon nombre de candidats à développer une discussion nuancée sur de nombreux points.

Deuxièmement, la notion même d'autoritarisme a été très mal définie par de trop nombreux candidats. Celle-ci a été trop souvent ramenée au totalitarisme. Elle a également souvent été confondue avec les stratégies autarciques. Les candidats auraient gagné à réfléchir dès leur introduction sur les déclinaisons économiques et politiques de l'autoritarisme et à s'interroger sur les gradations entre les différentes conceptions de l'autoritarisme en matière économique. Les candidats auraient été bien inspirés de mobiliser des éléments de culture générale, notamment dans le domaine des sciences politiques. Les concepts de démocratie il-libérale, de libéralisme autoritaire etc... auraient pu permettre aux candidats de mettre en perspective des trajectoires nationales pour lesquelles libéralisme économique et libéralisme politique peuvent ne pas aller de pair.

Troisièmement, des insuffisances en matière d'analyse historique doivent être relevées.

- La période ante 1914 n'est quasiment pas abordée par l'immense majorité des candidats. Elle correspond cependant à une première mondialisation qui met en jeu des états libéraux en termes politiques et économiques et des états qui peuvent présenter une structure politique plus ou moins autoritaire et être insérés dans le commerce international. Les stratégies d'alors et les tensions auxquelles elles ont donné lieu sont

riches d'enseignements pour analyser la situation à l'extrême fin du 20<sup>ème</sup> siècle mais aussi les choix de l'après Seconde Guerre Mondiale.

- Les notions de dirigisme et de planisme, qui sont apparues dès l'expérience de l'économie de guerre, qui se sont développées dans l'entre-deux-guerres et qui ont connu une transformation dans l'après Seconde Guerre Mondiale au travers des politiques industrielles, de stratégies de champions nationaux voire de stratégies de taux de changes sont absentes de la quasi-totalité des copies. Cette variante de l'autoritarisme économique est absente tout comme d'ailleurs trop souvent les développements relatifs aux stratégies d'ouverture au commerce international. L'assimilation de l'autoritarisme économique au totalitarisme autarcique n'aide pas à traiter toutes les dimensions du sujet.
- Un raisonnement sur un siècle doit également permettre de saisir des configurations spécifiques et penser la notion de performance en dynamique. Par exemple, les candidats auraient pu s'interroger sur les expériences d'économie de guerre, de reconstruction, de rattrapage technologique, de décolonisation ou d'insertion dans le commerce mondial etc...
- Les expériences nationales abordées sont enfin trop souvent restrictives. Trop de copies n'ont traité comme sujet que celui des performances économiques différenciées de deux états communistes : l'URSS et la RPC. Peu de copies ont traité des stratégies des pays décolonisés en termes de politique industrielle ou de celle des pays sud-américains. De façon encore plus surprenante, les expériences sud-coréennes, taïwanaises et singapouriennes (entre autres) sont absentes de la quasi-totalité des copies alors qu'elles auraient pu servir de base à une analyse de la question ouvrant à des considérations dynamiques qui semblent corroborer les thèses néo-institutionnalistes.